

Article du journal 'Le Dauphiné Libéré'

Isère Les stations de ski face à la flambée des prix de l'énergie : « On est devant un monstre »

À trois mois de leur ouverture, les stations de ski, alors en plein renouvellement de contrat triennal avec les fournisseurs d'énergie, s'étranglent quand elles pensent à leur prochaine facture d'électricité, parfois multipliée par 10... La Sata, gestionnaire du domaine Alpe d'Huez/Les Deux Alpes/La Grave passerait ainsi de 2 à 20 millions d'euros. Comment compenser un tel écart ? Selon Fabrice Boutet, patron de la Sata, les mesures de réduction énergétiques ciblées par le gouvernement ne suffiront pas.

Par **Propos** recueillis par Céline FERRERO et Emmanuelle DUFFÉAL – 2022/09/05 à 22 :39



01 / 10

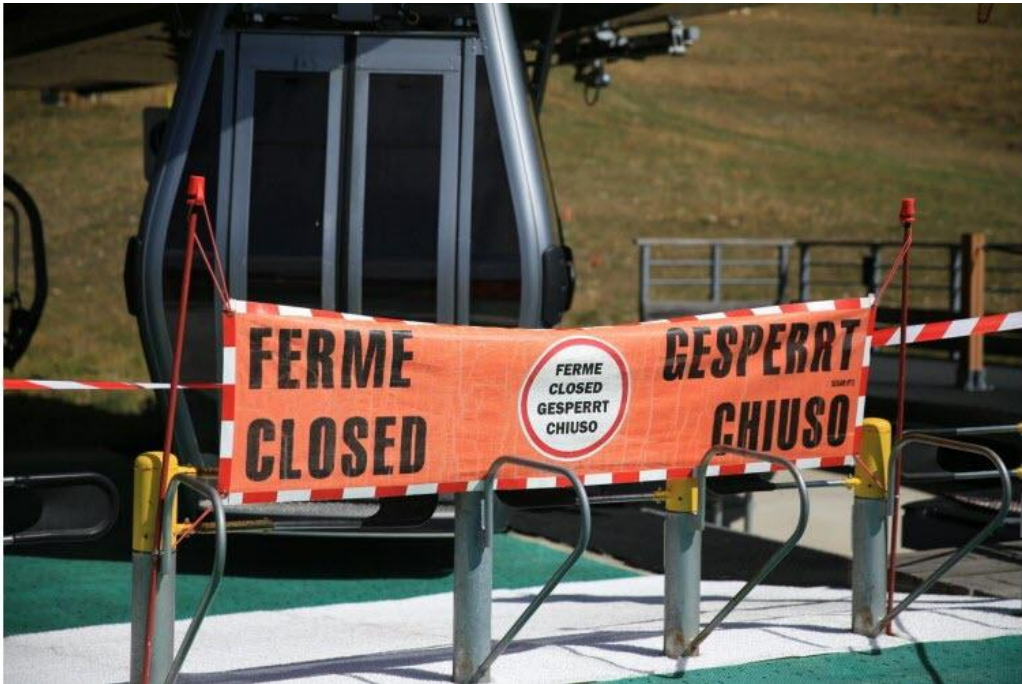
À l'image de Fabrice Boutet, directeur général de la Sata (L'Alpe d'Huez, Les Deux Alpes et La Grave), les stations de ski dont le contrat électricité arrive à son terme sont en difficulté avant l'hiver. Photo Le DL /Benoît LAGNEUX



02 / 10



03 / 10



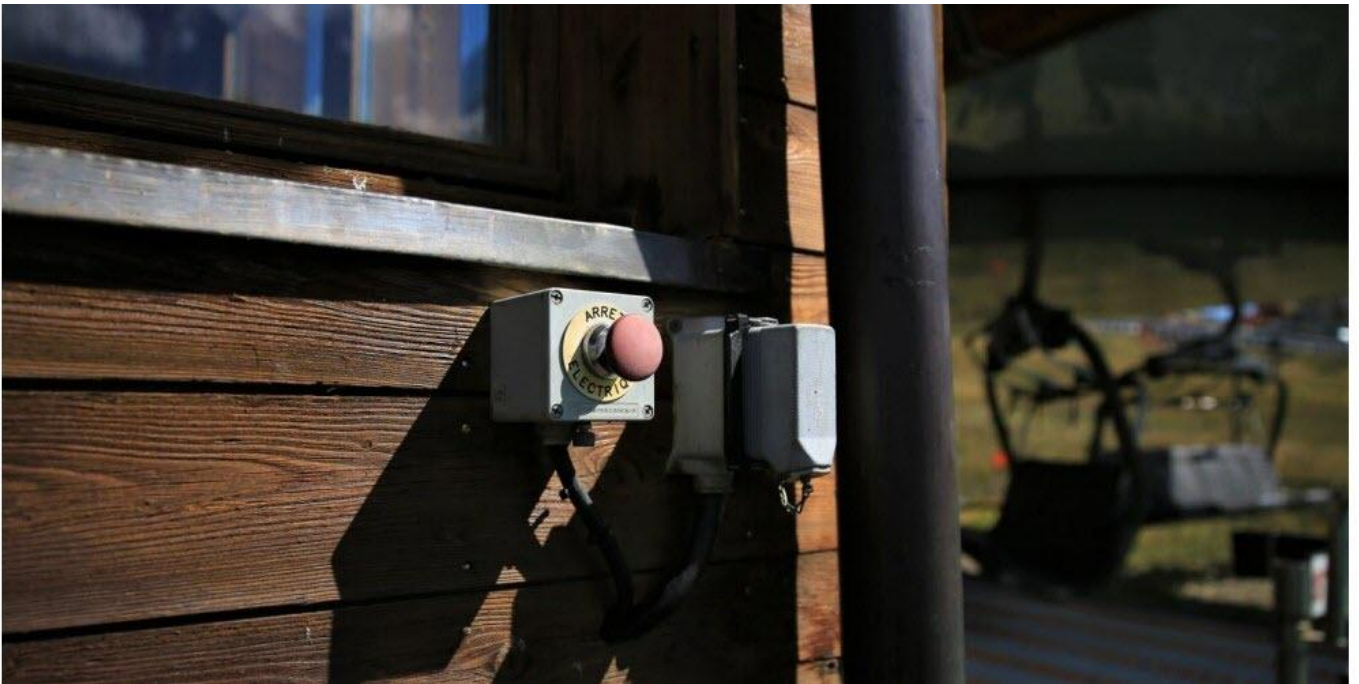
04 / 10



05 / 10



06 / 10



07 / 10



08 / 10



09 / 10



10 / 10

► **Sobriété énergétique, baisse de la vitesse des appareils... Ces mesures, dites-vous, ne vous inquiètent pas. Quel est le problème alors ?**

« Le problème, c'est le prix de l'électricité ! On n'a aucune certitude sur rien mais ce que l'on connaît, c'est ce rapport de 1 à 10 de la facture d'électricité que l'on devra payer fin 2023. Notre consommation est de 2 millions d'euros, on passerait donc à 20 millions ! Comment va-t-on être capables de fonctionner dans de bonnes conditions sans se retrouver avec des fermetures, des activités partielles ? Cela remet beaucoup de choses en cause. Imaginez : on a vécu une année blanche puis une année Covid et maintenant, une "année électrique". Pour des sociétés comme les nôtres, les sacs à dos sont très chargés. Une autre question se pose : on ne sait pas quelle sera l'année de comparaison ni le pourcentage d'économies à réaliser dans l'année et sur la durée. La Première ministre parle d'un minimum de 10 % mais elle dit aussi que le curseur peut varier entre 10 et 50 %... Et on voudrait nous faire croire qu'en éteignant la lumière, on peut atteindre 50 % d'économies ? On est fous ! En mettant du photovoltaïque partout dans la station, si on atteint 1,5 % d'économies, ce sera le maximum ! Ce travail doit s'inscrire dans le temps et il nous faut du temps pour le faire ».

A lire aussi

Stations de ski : « On est face à un monstre, qui s'appelle la facture d'électricité »

► **Pouvez-vous envisager une fermeture du domaine ?**

« Non, on ne peut pas fermer un domaine comme ça. En revanche, alléger les systèmes, arrêter une ligne tout en permettant l'accès au sommet, on saura faire. Je n'ai pas d'état d'âme là-dessus. Ce n'est pas ça qui me fait peur. On sait qu'en théorie, c'est 30 minutes de moins le matin et 30 minutes de moins le soir. On ne va pas le faire pendant les vacances scolaires, mais on pourra jouer sur un pourcentage d'économies

immédiates en regardant la fréquence des appareils, leur niveau de fréquentation. Ensuite, il y a les économies dans la durée sur lesquelles on travaille déjà, comme le développement de l'hydroélectricité, l'autonomie des usines à neige, la réduction de la vitesse des appareils en fonction du nombre de personnes sur la remontée, de façon à mieux répartir les skieurs ».

► **Vous avez lancé un appel d'offres dans le cadre du renouvellement de la concession. Vous n'avez aucun candidat. Comment l'expliquez-vous ?**

« Il est infructueux à ce jour et les fournisseurs d'énergie nous disent qu'ils ne peuvent pas répondre, compte tenu de la volatilité des prix. Personne ne veut prendre de risques, ni eux, ni nous. Il faut bien à un moment donné qu'un 3^e acteur siffle la fin de la récré et l'État a un rôle important à jouer (*). Il faut que l'on trouve un niveau de négociation acceptable par rapport à notre fonctionnement. Ce que je crains, c'est que l'on nous manage par la peur avec des menaces de coupure, de rationnement. J'aimerais que ça se fasse par la confiance et la responsabilisation ».

A lire aussi

>>> Coût du chauffage : en montagne, l'arrivée du froid et des questions

>>> En montagne, hiver et coût de l'énergie scrutés de près

► **La question d'augmenter le prix du forfait se pose-t-elle ?**

« On a déjà décidé d'une augmentation raisonnable et raisonnée mais si l'on rajoute 6/7 % de plus sur le forfait, nous gagnerons un million d'euros sur les 18 millions qui manquent. Ce n'est pas avec le forfait que l'on va régler le problème. Et s'il devient trop élevé comme en Suisse ou en Autriche, les gens ne viendront plus car tout le monde est touché par la baisse du pouvoir d'achat. On est devant un monstre ».

► **À trois mois de l'ouverture de la saison, êtes-vous inquiet ?**

« Évidemment que nous sommes inquiets. Je préférerais m'occuper du pouvoir d'achat de nos collaborateurs que de la facture d'électricité. D'autant que je n'ai toujours pas compris pourquoi nous passons de 1 à 10. On ne sait même pas si l'on peut reprendre tout le personnel, reconduire les contrats... Il ne faut pas oublier tout le travail – logique – sur la masse salariale pour soutenir le pouvoir d'achat des Français. Donc, on se retrouve avec une électricité fois 10 et une augmentation de la masse salariale. Il s'agit de défendre nos entreprises : on a une centaine de remontées mécaniques sur le domaine, 866 collaborateurs... Malgré tout, je reste fondamentalement optimiste ».

(*) Une rencontre entre les professionnels du secteur et le gouvernement a lieu ce mardi 6 septembre.

À Villard-de-Lans, comment tenir face à l'explosion des tarifs ?

La SEVLC (société d'équipement de Villard-de-Lans/Corrençon), propriété de Tony Parker depuis 2019, regarde le court terme avec inquiétude. « Dans 50 jours, on sera à la fin de notre contrat avec EDF », note Guillaume Ruel, président de la société. 50 jours pour trouver une solution face à une facture énergétique appelée à exploser.

Loin des capacités financières des plus grosses stations du département, la station villardienne craint de voir sa facture passer d'environ 450 000 euros aujourd'hui à 2,5 millions d'euros l'an prochain. De quoi faire potentiellement grimper la part "énergie" de la station à près d'un quart du budget global. « On est à 5 % actuellement, là ce serait 25 % », ajoute Guillaume Ruel.

Autant dire intenable pour l'hiver qui vient, même si en interne, on souhaite rester optimiste et croire en une solution à court terme. « Mais à cet instant, oui, on est un peu inquiets », indique Guillaume Ruel, au sein d'une SEVLC qui compte 140 salariés en pleine saison. Alors que 1 500 emplois directs et indirects sont générés par le ski alpin dans la station vertaco.



Le Collet est l'une des plus grandes stations de ski nocturne d'Europe. Pourra-t-elle continuer à offrir des nocturnes quand, dans le même temps, des entreprises de la vallée seront peut-être privées d'électricité ? Elle réfléchit à cette hypothèse. Photo archives Le DL/E. DUFFÉAL

Au Collet d'Allevard, des inquiétudes et des zones d'ombre liées au changement d'exploitant

Dans le contexte actuel d'envolée des prix de l'énergie, la station communautaire du Collet d'Allevard est forcément inquiète à trois mois du lancement de sa saison hivernale. Elle fait partie de ces domaines skiables qui doivent renégocier leur contrat de concession avec leurs fournisseurs d'électricité. Et comme toutes les autres, elle

s'interroge. Sa facture d'électricité pèse aujourd'hui 5 % de son chiffre d'affaires, soit 100 000 € sur les 2 M€ de recettes.

Une part qui risque sérieusement d'augmenter. Sera-t-elle en capacité d'assumer un coût de l'électricité qu'on annonce parfois multiplié par 13 ? Elle ne peut répondre à cette interrogation. Pour la bonne raison que cette pénurie d'électricité est certes l'une de ses préoccupations majeures, mais elle est loin d'être la seule. La priorité du moment, c'est de trouver un nouvel exploitant pour l'hiver prochain. Et cette question-là n'est toujours pas réglée.

Le territoire du Grésivaudan, délégataire des trois stations communautaires que sont Les Sept Laux, Le Col de Marcieu et Le Collet d'Allevard, est en train de finaliser la dissolution de l'Epic "Domaines skiables du Grésivaudan". D'ici octobre, on devrait connaître le nom du nouvel opérateur. Ce que l'on sait, c'est que deux candidats ont postulé à l'appel d'offres pour la délégation de service public du Collet d'Allevard. Et ça, c'est une bonne nouvelle.

Un plan de sobriété énergétique

Pour en revenir au coût de l'électricité, la station avait deux fournisseurs : GEG et Enalp. Ces deux contrats arrivent à échéance en janvier et février 2023. Est-ce que le nouvel exploitant renégociera avec ces deux fournisseurs ?

En attendant de connaître la réponse, la station travaille déjà d'arrache-pied sur son plan de sobriété énergétique. Elle prévoit des réductions de consommation et elle réfléchit à revoir son offre de ski nocturne pour être dans les fameux 10 % d'économies exigés par la Première ministre, Élisabeth Borne. Elle sait qu'elle devra mettre ses télésièges au ralenti voire carrément à l'arrêt en période basse.

Après, elle attend comme toutes les autres de vraies annonces du gouvernement. Une certitude prime malgré tout : la station compte bien ouvrir en décembre. La preuve : elle a mis en pré-vente ses forfaits saison.